

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1^{re} ANNÉE | N° 8 |

1^{er} SEPTEMBRE 1924

| PRIX : 2 FR.

L'ANNIVERSAIRE

Il y aura un an, le 13 septembre, que Primo de Rivera s'est emparé du gouvernement des Espagnes. Il jurait alors de ne le conserver que trois mois. Mais cet homme a pris le goût de la dictature. Il a si bien opéré le redressement de la situation au Maroc — pierre angulaire de son programme — qu'il entend se réserver tous les fruits de ce prodige. L'expérience durera-t-elle longtemps encore ? Il semblerait imprudent de l'affirmer.

Mais si elle ne dure point, ce ne sera pas par la faute du dictateur. Dans l'art de prévoir, il se montre véritable homme de gouvernement, puis, à quinze jours de l'anniversaire de son accession au Directoire, il a pris soin déjà de faire rédiger le texte des télégrammes de félicitations enthousiastes qu'il devra recevoir, le 12 au soir, le 13 au matin, au plus tard, de toutes les municipalités du royaume.

Au fait, pourquoi ne pas reproduire ce document ? Le voici :

En ce jour de l'anniversaire de l'avènement providentiel de Votre Excellence et du Directoire militaire au pouvoir, la municipalité de N... lui offre le fervent hommage de son adhésion et la prie avec instance de continuer à sauver l'Espagne, œuvre pour laquelle tous les hommes de cette ville (ou village) se mettent à son entière disposition. Vive l'Espagne ! Vive le Directoire ! Vive le général Primo de Rivera !

La providence a bon dos et le général ne manque pas de toupet. Mais, direz-vous, si les municipalités ne sont pas de son avis, quant aux bienfaits de son règne ? Si elles refusent d'envoyer à l'heure dite le télégramme prescrit ?

Le scandale n'est pas à craindre. Car il faut savoir que, depuis qu'il gouverne, Primo a remplacé toutes les municipalités élues et tous les conseils généraux élus, par des fonctionnaires soigneusement choisis par les généraux gouverneurs des provinces ; ces édiles d'un genre ultra-moderne, et presque soviétique, redouteraient les sanctions qu'entraînerait leur insoumission. Le télégramme omnibus partira à l'heure. On pourra pavoiser partout. Cette manifestation spontanée de l'enthousiasme national sera éclatante et unanime. Les adversaires du Directoire en seront, dit-on, tout baba.

Et l'on n'aura jamais vu un chef de gouvernement plus heureux que cet excellent Primo. On sait rire, à Madrid.

Préparatifs de départ

Il semble, toutefois, que de graves mécomptes débarrasseront de lui. Il a reçu l'ordre de faire ses préparatifs de départ. Son successeur serait même désigné. Et nous en reparlerons. Telle est la raison pour laquelle Primo a donné partout des ordres afin que son *fascio* personnel (c'est l'*Union Patriotique*, que je veux dire) soit prêt à fonctionner le 13 septembre prochain, jour glorieux entre tous.

On sait que Primo, tyran dans l'illégalité, rêve de conserver le pouvoir dans la légalité. Les partis politiques lui refusent leur confiance ? Qu'à cela ne tienne ! Par ordre, il va, lui, Dictateur, créer artificiellement un parti plus puissant que les autres ensemble. Ainsi, Mussolini n'a-t-il pas fait ? Je n'invente rien. Très bien informé, *Le Temps* a donné ces piquants détails :

On ne demandera aux personnes désireuses d'entrer dans l'Union patriotique que d'adhérer « aux principes fondamentaux de la Constitution de 1876 » et de s'engager « à consolider et perfectionner l'œuvre du Directoire ». En s'inscrivant à l'œuvre patriotique, on devra aussi renier les anciens gouvernements politiques et promettre de n'obéir qu'aux ordres du nouveau parti.

Chaque comité de ville ou village nommera un délégué qui le représentera au comité cantonal ; ce comité sera complété par des personnes désignées par le gouverneur de la province.

Le comité provincial sera composé des délégués cantonaux et aussi de membres nommés par le gouverneur.

Les autorités devront exercer une surveillance constante sur les comités, qui ne pourront correspondre avec la direction du parti que par l'intermédiaire du gouverneur de la province.

Le général Primo de Rivera désire que cette organisation soit terminée avant le 13 septembre. Ce jour-là, anniversaire de l'pronunciamento, la première assemblée nationale de l'Union patriotique aura lieu à Madrid. Elle se tiendra probablement à la Plaza de Toros. Les délégués venus des quatre coins de l'Espagne, grâce aux facilités de voyage qui leur seront données, approuveront par acclamation les bases définitives de la nouvelle organisation et son programme.

Immédiatement après cette fête, qui aura le caractère d'une apothéose du Directoire et de son président, les comités recevront un questionnaire qui comprendra l'énoncé de tous les problèmes politiques, économiques et sociaux que le Directoire considère essentiels, et une invitation à rédiger des mémoires contenant des solutions.

Les cahiers de l'Union patriotique seront examinés par le Directoire, qui retiendra ceux qui lui sembleront être les plus intéressants, ainsi que les noms des auteurs des travaux couronnés dans ce concours général de science politique. C'est parmi ces lauréats que le Directoire choisira ceux qui seront appelés à former le ministère qui lui succédera.

Primo aurait promis au roi (qui aurait lui-même adhéré à ce projet de mascarade politique) de s'en aller en novembre, mais après avoir choisi lui-même ses successeurs, grâce au jeu des petits papiers qu'il imagina pour distraire ses admirateurs forcés de l'Union patriotique. On n'avait pas encore songé à désigner les ministres par voie de concours. Primo y a pensé, lui.

Mais que dit-on ? Le gouvernement qui lui succéderait ne serait pas plus constitutionnel que le sien ? Un autre général — peu ambitieux, paraît-il — le présiderait : un général jeune et déjà pressenti. Au gouvernement temporaire militaire incapable de faire les élections succéderait au gouvernement provisoire militaire... Temporaire, Primo aura duré quatorze ou quinze mois : cinq fois plus qu'il n'avait promis. Provisoire, combien de temps gouvernerait son successeur ? Les élections sont annoncées pour mars 1925. Cela ne veut pas dire qu'elles auront lieu, cette date ne fait que promettre un terme de cinq mois au nouveau ministère militaire... ce qui, dans la langue de l'ancien gouverneur de Catalogne, voudrait dire au bas mot vingt-cinq mois ! Pauvre Espagne ! Quand un pays tombe aux mains des généraux, et des généraux seuls, il est perdu.

Du côté français

Les troupes espagnoles au Maroc continuent à se faire battre quotidiennement. On n'y peut rien. Les renforts qu'envoie le général Primo de Rivera ne modifient pas la situation. Sur l'ensemble du front, le repli est plus rapide qu'on ne le souhaiterait.

L'exécution du premier plan de retrait se change en déroute. Des détails ? Ce n'est pas dans un organe de quinzaine qu'il en faut chercher, lorsque journalièrement des organes d'informations reçoivent sur le désastre les télégrammes les plus substantiels.

« L'Espagne abandonne le Rif ». Voilà comment se présente la vérité. C'est ce qu'elle a de mieux à faire. Mais cet abandon si précipité, si désordonné, si contraire aux intentions de la politique madrilène, cette déroute enfin, impose, comme dit le *Matin*, un fâcheux voisinage au corps d'occupation français et nécessite de nouvelles conventions internationales. Car rien n'empêche désormais l'habile Abd El Krim de proclamer la République du Rif ; rien ne l'empêche d'organiser des difficultés pour occuper les loirs du maréchal Lyautey. Mais les conventions de 1912 qui ont réparti les zones française et espagnole nous empêchent formellement d'intervenir et de faire la police sur les frontières de la zone française. Cela crée pour le moins une situation nouvelle et grave à nos troupes. L'opinion française juge sans indulgence la valeur des chefs espagnols dont les palabres et les efforts aboutissent au lâchage le plus caractéristique qui se puisse enregistrer.

F. JEAN-DESTHIEUX.

Le Dictateur n'aime pas les bibliothèques

L'une des œuvres les plus notoires que la Mancomunidad catalane ait entreprises quand elle était dirigée par les élus du peuple, c'a été la création d'un réseau de Bibliothèques populaires réparties dans les communes catalanes qui en avaient le plus besoin. En peu d'années on avait bâti une dizaine d'édifices spécialement pour y installer des Bibliothèques publiques. Sitôt inaugurées, ces bibliothèques attirèrent une foule de lecteurs.

Or, la nouvelle Mancomunidad, régie, à l'heure présente, par les scribes du Directoire militaire, n'a pas jugé suffisant de révoquer des centaines de professeurs et de fermer nombre d'écoles techniques, elle menace l'existence des Bibliothèques actuellement et tue, avant de naître, celles qui furent projetées par l'ancienne Mancomunidad. C'est là le cas de la Bibliothèque de Vich.

Vich est une vieille ville, sur la haute montagne catalane, de 12.000 habitants. C'est une ville assez lettrée, puisque depuis très longtemps elle compte un séminaire conciliaire fameux. Et le besoin de connaître s'y fait sentir, d'autant plus qu'elle est une ville au double caractère agricole et industriel. Et c'est pour cela que l'ancienne Mancomunidad avait pensé à y installer une Bibliothèque populaire. Pour bâtir l'édifice de cette nouvelle bibliothèque la Mancomunidad avait fait une dépense de plus de 50.000 pesetas.

Or, les nouveaux directeurs de la Mancomunidad, nommés d'autorité par le Directoire, ont décidé de faire fi des projets intellectuels de leurs devanciers et de supprimer la Bibliothèque de Vich. Comme ils ne savaient comment utiliser le beau bâtiment construit, on l'a cédé à quelques dames de la Croix-Rouge pour qu'elles y tiennent leurs séances et arrivent à vendre le thé, si toutefois ces dames sont parvenues à acquérir ces habitudes si européennes et si mondaines. Quant aux ouvriers et aux cultivateurs de Vich, qui espèrent satisfaire leurs besoins de lecture, les agents du Directoire militaire s'en moquent !

« Vive la liberté »

Quatre jours de prison !

Nous trouvons dans l'un des derniers numéros de l'*Europe Nouvelle* une curieuse lettre signée O. et adressée par « un Espagnol » à ce journal. Nous en détachons les passages que voici :

Je suis venu vivre à Paris, recherchant pour mon travail d'écrivain cette atmosphère de liberté qui manque aujourd'hui à l'Espagne, mais qu'offre toujours la France.

Depuis que le dictateur Primo de Rivera s'est emparé du pouvoir, il y a un an, la presse est soumise à une rigoureuse censure préalable qui supprime jusqu'aux plus innocents commentaires. A la gare où nous avions accompagné M. Soriano, exilé avec le sage Unamuno, je criai : « Vive la liberté ! » Cela me valut quatre jours de prison. Tant que ce sera un délit dans ma patrie, — que j'aime ardemment, ai-je besoin de le dire — d'invoquer la liberté, base de toute société moderne, il faudra s'éloigner et, la plume restant libre, attendre que l'Espagne se sauve du Torquemada d'opéra-bouffe qui la régit.

Le manque de logique du mouvement politique espagnol le rend difficilement compréhensible au grand public européen. Pour le rendre clair il faut le distinguer des mouvements avec lesquels il semble se confondre et montrer qu'il n'a rien de commun avec le fascisme italien. Primo a voulu imiter Mussolini, comme un clown imite un premier acteur, mais c'est là toute la ressemblance. La situation espagnole est unique aujourd'hui en Europe. Profondément libéral et républicain depuis que je suis convaincu de l'incompatibilité du libéralisme et des secrètes ambitions absolutistes du roi, je regrette le fascisme, mais je reconnais que la réaction en Italie avait été provoquée, et que cette réaction possède un chef capable de gouverner.

En Espagne il ne s'agit seulement que d'un vulgaire « pronunciamento » militaire semblable à ceux qu'on a connus il y a un siècle, étranger à toute évolution populaire. En Europe, aujourd'hui, les réactions, les dictatures elles-mêmes sont l'œuvre de l'opinion. En Espagne, la dictature est née pour guillotiner l'opinion publique. Celle-ci, après le désastre du Maroc, exigeait que l'on condamne les généraux responsables et qu'on ne s'en prit pas seulement aux militaires modestes, les plus sacrifiés et les moins coupables. En même temps, le peuple demandait l'épuration politique, le châtiement des civils qui mènent l'Espagne de désastre en désastre et la fin de l'interminable guerre du Maroc.

Or, ni les généraux ni le roi ne pouvaient désirer la justice. Le roi était le premier compromis, les généraux Silvestre et Berenguer recevant, d'une manière privée et anticonstitutionnelle, ses ordres pour la campagne.

Si Berenguer, alors haut-commissaire au Maroc, s'est tu, c'est qu'Alphonse XIII lui a donné sa parole qu'il sera absous, comme l'a déjà été le général Cavalcanti.

Le Parlement allait se réunir en octobre. Les responsabilités, celles même des personnages les plus haut placés, allaient être une réalité. C'est alors que se sont soulevés les généraux avec la complicité évidente et voulue du roi.

L'élément civil, avec une magnifique unanimité, a refusé sa collaboration à cette mascarade. Primo n'a pu grouper autour de lui que de vagues parents, tel M. Garcia de Leaniz qui tient le rôle de ministre de l'Instruction publique, bien qu'il n'ait guère d'instruction. Un autre jeune ambitieux a établi un projet de réforme intérieure qui est un amalgame anarchique des systèmes les plus opposés appliqués en Europe.

Les progrès de la culture grandissaient en Espagne lorsque le pronunciamento est venu les paralyser. Nous n'avons plus ni Parlement — il a été dissous « sine die » ; — ni municipalités élues par le peuple ; ni liberté de la presse, ni liberté de la pensée. On poursuit les citoyens pour des bavardages de cafés...

Pour le bien de ma patrie, pour qu'elle puisse continuer normalement son évolution, je souhaite que cette lamentable mascarade prenne fin.

O.

LES JEUX FLORAUX

Séparatistes inconscients

Tous les ans, pendant l'été, la plupart des villes et des communes importantes de Catalogne convoquent des Jeux Floraux que l'on célèbre solennellement le jour de la fête locale traditionnelle.

Il y avait des années où l'on comptait jusqu'à trente et quarante tournois poétiques, auxquels les poètes catalans les plus illustres ne craignaient pas de prendre part.

Depuis que s'exerce la répression anti-catalane du Directoire et de ses trop zelés agents, non seulement les Jeux Floraux de Barcelone ont dû se réfugier, cette année, à Toulouse (profitant ainsi de l'invitation que l'Académie toulousaine leur adressait pour rendre hommage à Clémence Isaure à l'occasion des fêtes de son VII^e centenaire), mais beaucoup de communes et de villes ont renoncé à organiser des Jeux Floraux pour éviter des conflits avec les nouvelles autorités.

Pourtant quelques localités ne se sont pas trouvées disposées à un tel renoncement et ont tout de même convoqué des Jeux Floraux.

Mais ils n'ont pas eu lieu ! Systématiquement, les autorités dictatoriales ont interdit ces fêtes inoffensives, parce qu'il s'agissait de solennités catalanes. La haine des Espagnols contre la langue catalane s'attache, comme on le voit, même aux simples manifestations poétiques, même aux ballades et chansons, même aux éloges et aux sonnets ! Il va sans dire que ces nouveaux actes d'oppression et d'arbitraire ont vivement indigné les Catalans.

Il ne se passe pas de journée qu'il ne se produise d'attaques contre la langue catalane. La suppression systématique des Jeux Floraux n'est qu'une manifestation particulière de cette hostilité. Or, c'est par ces moyens que le Directoire entend réaliser l'unité espagnole, à laquelle il voudrait associer tous les Catalans ! Mais cette méthode ne peut mener les Catalans qu'à la rupture de quelques liens qui les unissent encore aux Espagnols ! Les agents du Directoire se doutent peu qu'ils sont eux-mêmes des séparatistes inconscients.

LE TOMBEAU DE GUIMERA

La presse française a rendu hommage avec un ensemble rare à la mémoire du poète national de Catalogne, récemment décédé, Angel Guimera.

Le Gaulois a rappelé qu'au cours des dernières années, de sa vie, Angel Guimera, tout comme Perez Galdos, avait connu la tristesse de la cécité.

Chaque jour, son domestique le conduisait sur les Ramblas, qui sont l'endroit le plus animé et le plus bruyant de Barcelone. Il demeurait là, assis pendant des heures entières, à entendre la rumeur de la foule et à écouter les propos flatteurs de chaque passant à son adresse...

Ses obsèques, raconte le même journal, furent suivies par des milliers de personnes ; sur tout le parcours suivi par le cortège funèbre, les boutiques étaient fermées en signe de deuil ; dans un théâtre de Barcelone, où furent représentées pour la première fois nombre de ses pièces, les artistes, pendant plusieurs jours, jouèrent avec des crêpes au bras.

Les Débats, citent d'autres souvenirs :

Son chef-d'œuvre, *Tierra baja*, est un drame sombre, aux caractères vigoureux dessinés, fort émouvant, et qui révèle un maître écrivain. Ecrit en catalan, comme toute l'œuvre de Guimera, il fut représenté pour la première fois à Barcelone. Joué par le grand acteur dramatique catalan Enrique Barras, il obtint, dès son apparition, un immense succès. Représenté pour la première fois à Madrid en langue catalane, joué par Barras, au théâtre de la Comedia, il fut ensuite traduit en castillan par un autre auteur dramaturge illustre, José Echegaray ; il eut par toute l'Espagne une carrière triomphale.

Notre ami Pierre Rouquette, collaborateur de la revue *Le Feu*, donna toute une biographie du poète. Il le salue en ces termes :

Celui qu'on appelait le Patriarche, contemporain des premières manifestations littéraires et politiques de la Renaissance, a, pendant près d'un demi-siècle, incarné dans ses tragédies et ses drames l'âme héroïque et populaire de la Catalogne. Dans la chapelle ardente où il gisait, enveloppé de la bannière catalane, sous le grand crucifix placé à son chevet, tout un peuple est venu s'incliner devant le mort auguste. Non seulement toute une ville qui le connaissait et l'aimait, et dès l'annonce de sa mort a pris le deuil en fermant les boutiques, en ornant de draps noirs les balcons et les fenêtres, tandis que les hommes et les femmes attachaient à leurs vestons et à leurs corsages un noeud de crêpe ; mais la Catalogne toute entière, figurée par ses associations corporatives et patriotiques et, mieux encore peut-être, par cette foule innombrable d'anonymes de toutes conditions et de tous âges qui, jusqu'à l'heure de l'enterrement, a défilé devant lui et l'a ensuite accompagné au cimetière. Depuis, la presse catalane est pleine de ce grand nom. Plus encore que le poète, que l'auteur dramatique, dont le succès fut immense de son vivant, c'est la valeur symbolique de son œuvre que l'on célèbre, la signification nationale de cette vie pure et harmonieuse, laborieuse et simple, si catalane, dont toute l'activité fut tournée à servir et à honorer, politiquement et littérairement, la renaissance de la Patrie.

On révoque toujours des professeurs

La fameuse affaire des professeurs de la Mancomunidad qui signèrent l'adresse de sympathie au professeur Dwelshauvers n'est pas terminée. Voici que de nouvelles révocations se sont produites.

Les écoles techniques de la Mancomunidad possédaient des annexes qui ne dépendaient pas directement de la Mancomunidad catalane, mais de la Députation ou Conseil général de Barcelone. Or, parmi les signataires de l'adresse à M. Dwelshauvers se trouvaient plusieurs professeurs appartenant à ces écoles sur lesquelles la Mancomunidad n'a pas d'autorité. Mais les dirigeants de la Députation de Barcelone font cause commune avec ceux de la Mancomunidad. Ils ont sommés les professeurs signataires de se rétracter sous la menace de destitution. Or, les professeurs se sont refusés à cette humiliation. Et treize d'entre eux ont été révoqués ces jours-ci, à leur tour.

Après ces récentes révocations, le nombre des professeurs chassés d'autorité des écoles catalanes atteint le nombre de 130.

L'Espagne illettrée

L'écoulement de l'Espagne, — cette épave jetée à l'occident de l'Europe pour entraver le marche progressif de la vieille civilisation gréco-latine — n'est pas, au fond, une question d'assainissement politique, mais, tout simplement, une question de culture ; ce pays, qui prétendait conquérir le Maroc et y répandre des bienfaits, n'est qu'un pays d'illettrés.

On peut bien affirmer cela, d'après les chiffres officiels fournis par la Direction générale de statistique de Madrid. D'après le dernier recensement publié par ladite Direction, le pourcentage des illettrés dépasse 52 % de la totalité de la population.

Bien entendu, ce pourcentage oscille selon les provinces ; tandis que dans certaines régions du nord,